

EXAMEN PROFESSIONNEL D'ADJOINT ADMINISTRATIF TERRITORIAL

Epreuve : la rédaction d'une lettre administrative courante à partir des éléments d'un dossier remis au candidat.

(Durée : une heure trente - Coef. : 3)

SUJET :

Vous êtes adjoint administratif affecté au secrétariat du Maire de la Commune de X.

Vous devez préparer à la signature de Monsieur le Maire un projet de réponse à la lettre de Monsieur Gilles DUPONT qui exerce une activité de maraîcher sur votre commune.

Monsieur le Maire souhaite que vous précisiez les points suivants :

- l'autorisation de vente,
- les formalités administratives,
- les emplacements,
- les possibilités de remplacement,
- la réglementation des bancs de vente de produits agricoles,
- les horaires,

Pièces jointes :

- lettre de Monsieur Gilles DUPONT du 1er mars 2006 (document 1)
- Arrêté municipal du 15 avril 1976 (extraits) : règlement général des marchés de détail de denrées alimentaires et produits manufacturés. (document 2)
- Arrêté municipal 1999 - 0821 (extraits) modifiant le règlement général des marchés de détail. (document 3)

NB : Ne pas indiquer d'autres noms que ceux cités sur le sujet de l'épreuve.

Monsieur Gilles DUPONT
78 chemin des Lônes
01... X

X, le 1^{er} mars 2006

Monsieur le Maire
Hôtel de Ville
56 rue de la République
01... X

Monsieur le Maire,

Je suis producteur-maraîcher sur la commune depuis 1990 et je voudrais maintenant vendre ma production sur les marchés.

Merci de m'indiquer les formalités administratives à accomplir pour obtenir une autorisation. J'ai déjà téléphoné à vos services pour avoir les tarifs, mais on m'a demandé de confirmer ma demande par écrit.

J'aimerais pouvoir vendre mes légumes sur les marchés du mercredi et du dimanche matin. Pouvez-vous m'en indiquer les horaires ? Par ailleurs je pense utiliser un banc de 4 mètres de long, est-ce possible ? Enfin, est-ce qu'il existe la possibilité de me faire remplacer par quelqu'un au moment des récoltes ?

Vous remerciant par avance des renseignements que vous voudrez bien me fournir, je vous prie d'agréer, Monsieur le Maire, mes salutations distinguées.

G. DUPONT

VILLE DE X...

**RÈGLEMENT GÉNÉRAL
DES MARCHÉS DE DÉTAIL, DE DENRÉES ALIMENTAIRES
ET PRODUITS MANUFACTURÉS**

Le Maire de la ville de X...

Vu les règlements sanitaires départemental et municipal,

Considérant que dans l'intérêt de la sécurité, de la tranquillité et de la salubrité publique ainsi que pour assurer une meilleure utilisation économique et une bonne gestion du domaine public, il importe de modifier la réglementation actuelle pour tenir compte des modifications intervenues dans l'exercice de la profession de commerçant non sédentaire d'une part, et des nécessités de la circulation générale, d'autre part,

Vu la délibération du Conseil Municipal de X..., en date du 12 mars 1976,

ARRETE

DISPOSITIONS APPLICABLES A TOUS LES MARCHÉS

CHAPITRE I – ORGANISATION GÉNÉRALE DES MARCHÉS

Article 1 – Les marchés de détail de denrées alimentaires et fleurs et les marchés de produits manufacturés se tiennent sur les emplacements, dans les conditions et aux jours fixés par arrêtés municipaux.

Article 2 – L'Administration municipale se réserve expressément le droit d'apporter aux lieux, jours et conditions fixés pour la tenue des marchés, toutes modifications jugées nécessaires sans qu'il en résulte un droit à indemnité pour quiconque.

CHAPITRE II – AUTORISATION DE VENTE

Article 3 – Nul ne peut exercer une activité commerciale quelconque sur un marché alimentaire ou de produits manufacturés s'il n'a obtenu au préalable une autorisation de vente.

Article 4 – L'autorisation de vendre sur les marchés est personnelle et délivrée à titre précaire et révocable. Elle ne peut être vendue, cédée, louée ou prêtée, même à titre gratuit.

Elle n'est valable chaque jour que pour un seul marché et un seul banc de vente.

Toute infraction à ces règles entraîne le retrait immédiat et définitif de l'autorisation, sans indemnité d'aucune sorte.

Article 5 – Ces autorisations de vente sont délivrées par l'Administration municipale aux personnes ayant une place fixe sur le marché.

Ces personnes physiques doivent être, soit :

- 1°) Commerçants-revendeurs,
- 2°) Salarié d'un tiers déjà lui-même permissionnaire (un seul salarié est admis pour le compte d'un même permissionnaire), lui-même étant présent,
- 3°) Producteurs-agricoles (ne désirant vendre sur les marchés alimentaires que les produits de leur exploitation, à l'exception de tous autres),
- 4°) Artisans-artistes (ne désirant vendre sur les marchés que leurs œuvres ou les produits de leur fabrication).

Le Maire apprécie si l'admission peut être ou non prononcée.

Dans l'affirmative, la délivrance de l'autorisation est subordonnée à la production des pièces suivantes :

- Dans tous les cas :
 - carte nationale d'identité
 - deux photos d'identité,
 - extrait de casier judiciaire datant de moins de trois mois
- Pour les commerçants-revendeurs :
 - récépissé d'inscription au Registre du Commerce,
 - récépissé d'inscription au rôle des patentes,
 - récépissé d'inscription à l'Union de recouvrement des cotisations de sécurité sociale et d'allocations familiales,
 - récépissé d'inscription à la caisse d'assurance maladie des non-salariés,
 - carte professionnelle,
 - police d'assurance Responsabilité Civile Professionnelle.
- Pour les salariés :

Les revendeurs travaillant pour le compte d'une tierce personne doivent fournir, outre les pièces visées ci-dessus et établies au nom de leur employeur (lui-même permissionnaire) un certificat de salaire datant de moins de trois mois.
- Pour les producteurs :
 - une attestation établie par le Maire de leur commune certifiant qu'ils sont propriétaires ou locataires d'une parcelle de terrain ;
 - un récépissé d'inscription à la Caisse de la mutualité sociale agricole de leur département.
- Pour les artisans et artistes :
 - un récépissé d'inscription au Répertoire des métiers ;
 - un récépissé d'inscription à l'Union de recouvrement des cotisations de sécurité sociale et d'allocations familiales.

Article 6 – Lors de l'octroi de l'autorisation, un carnet de permission est délivré au titulaire.
En cas de perte ou de vol du carnet de permission, un duplicata en est délivré sur présentation des pièces énumérées à l'article 5.

Tout changement de domicile doit être signalé par écrit au Service municipal compétent dans le délai d'un mois. Il est mentionné sur le carnet de permission.

Article 7 – En cas de maladie ou accident grave attestés par un certificat médical, le titulaire d'une permission peut, sur demande écrite adressée au Maire de X..., obtenir de se faire remplacer pendant une période de trois mois renouvelable par une personne de son choix, parente ou alliée, non elle-même permissionnaire et agréée par l'Administration.

En période de récolte, les producteurs agricoles peuvent se faire remplacer pendant un mois au maximum chaque année, dans les mêmes conditions.

Pendant le congé annuel du titulaire, il pourra être remplacé par son conjoint ou par un employé salarié après demande préalable et écrite du titulaire.

Le titulaire de la permission demeure responsable des agissements de son remplaçant qui est tenu de respecter en tous points le présent règlement.

Article 8 – Les permissionnaires sont tenus de présenter à toute réquisition des agents municipaux, leur carnet de permission et les pièces justificatives visées à l'article 5.

Un contrôle systématique annuel sera effectué au cours du premier trimestre de l'année civile.

Article 9 – Dès que le titulaire d'une permission de vente cesse son activité sur les marchés, il doit le signaler à l'Administration municipale et rendre sa permission.

Article 10 – Les marchands forains de passage peuvent obtenir la permission de débiller sur l'un des marchés de X..., dans la mesure des places disponibles. A cet effet, ils doivent se présenter au Service municipal compétent munis des pièces visées à l'article 5. Il leur est délivré une autorisation temporaire.

L'autorisation délivrée doit être présentée à l'un des agents municipaux présents sur le marché choisi.

Une autorisation valable pour la journée en cours peut être délivrée sur place par l'Inspecteur responsable du marché considéré sur présentation des pièces visées à l'article 5.

CHAPITRE III – DEFINITION DES EMPLACEMENTS

Article 11 – Chaque emplacement ou place sur les marchés a deux mètres de façade sur un mètre cinquante de profondeur.

Les places sont marquées au sol et numérotées.

Sur les marchés découverts, les emplacements sont mis à la disposition des marchands sans aucun aménagement.

Article 12 – Selon les possibilités, les permissionnaires peuvent être autorisés par l'Inspecteur responsable du marché à occuper plusieurs places de deux mètres juxtaposées.

Sous les mêmes réserves, les permissionnaires peuvent être autorisés à utiliser la profondeur disponible derrière leur banc et à effectuer des retours.

.../...

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES APPLICABLES
AUX MARCHÉS ALIMENTAIRES ET ARTICLES MANUFACTURÉS

CHAPITRE III – RÉGLEMENTATION DES VENTES – BANCS DE VENTE

Article 76 – Les denrées et marchandises ne peuvent être exposées et entreposées que sur ou derrière des bancs de vente.

Article 77 – Aucun intervalle ne sera laissé libre entre les bancs de vente, à moins que le nombre des permissionnaires et celui des places disponibles ne permettent, le cas échéant, cette facilité.

Les bancs de poissons seront isolés dans la mesure du possible, ou placés à côté des bancs de vente comprenant des produits maraîchers ou des fleurs.

Ils seront de préférence placés près d'une bouche d'eau.

Article 78 – Lorsqu'un même permissionnaire vend à la fois du poisson frais ou séché et d'autres denrées, il devra séparer très nettement les diverses catégories de marchandises.

Article 79 – Le prix, au nombre ou au kilogramme, de chaque denrée, sera indiqué d'une façon très lisible sur des écriteaux rigides, qui seront placés en évidence au-devant ou au-dessus de cette denrée, dès que celle-ci sera exposée en vente.

Article 80 – Les personnes vendant les produits de leur exploitation agricole devront placer, d'une façon apparente, au-devant ou au-dessus de leur marchandise, une pancarte rigide portant en gros caractère, le mot "Producteur". Cette pancarte ne devra être apposée que sur les bancs des producteurs vendant uniquement leur production.

.../...

TRANSMIS A M. LE PREFET
Le 19 novembre 1999

Réf : DF/IC/SH – n° ag99-03 – arregmar
Objet : arrêté modifiant le règlement général des marchés de détail
Direction : sécurité – démocratie
Affaire suivie par : police administrative

Arrêté municipal 1999 – 0821

ville de X. Le 17 novembre 1999

Hôtel de Ville Le Maire de X,

BP 125
01... X

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu la loi n° 73-1193 du 27 décembre 1973 d'orientation du commerce et de l'artisanat,

Vu l'arrêté municipal du 15 avril 1976 portant règlement général des marchés de détail, de denrées alimentaires et produits manufacturés,

Vu l'arrêté ministériel du 9 mai 1955 réglementant les conditions d'hygiène de préparation et de vente des aliments remis directement au consommateur,

Vu les réunions avec les représentants des organisations syndicales des 25 mai et 7 décembre 1998,

Vu l'avis des organisations syndicales des marchands forains dûment consultées,

Considérant que dans l'intérêt de l'hygiène, de la fidélité du débit des marchandises ainsi que pour assurer la meilleure utilisation du domaine public, il convient d'adapter la réglementation pour tenir compte des évolutions de l'exercice de la profession de commerçant non-sédentaire d'une part, et de la nécessité de maintenir l'équilibre des marchés, d'autre part,

.....

Arrête

Article 1 : le règlement général des marchés du 15 avril 1976 est complété par les dispositions suivantes.

P. 718

.....

Article 11 : les articles 63 et 74 du règlement général relatifs aux horaires des marchés sont modifiés comme suit :

« L'ouverture des marchés est fixée à 8 heures, *leur clôture à 13 heures* »

Article 12 : l'article 65 du règlement général est remplacé par le texte suivant :

« les emplacements des marchés et les lieux de stationnement des véhicules doivent être complètement évacués à 13 h 30 ».

Article 13 : le présent arrêté fera l'objet d'un affichage administratif et d'une insertion dans le recueil des actes administratifs.

.....

Le Maire

Y. LOUIS